

# ÉCHANGES Privilégier les réunions organisées à distance

Les discussions par écran interposé sont un moyen de limiter les trajets professionnels à l'échelle d'un territoire.

«C'est d'abord pour des réunions internationales de la direction du développement économique et pour les relations avec d'autres conseils généraux qu'a été utilisée la première salle de visioconférence installée, en 2006, à Quimper», explique Jacques Gautier, expert en technologies de l'information et de la communication au conseil général du Finistère. Ces premiers pas réussis ont encouragé l'ouverture de deux nouvelles salles à Brest et à Pleyben. Cette fois, l'objectif est d'inciter les agents territoriaux et les élus à limiter leurs trajets en voiture dans le département pour assister à une réunion. De son côté, la communauté urbaine de Bordeaux a fait le choix de la web-conférence dispo-

nible sur cinquante postes de travail équipés de caméras numériques. «Nous organisons rapidement des réunions sans nous déplacer, les intervenants apparaissent en vignettes sur l'écran et nous travaillons ensemble sur les mêmes documents qui s'affichent», témoigne Pascale Avarguès, directrice de l'organisation et de l'informatique à la mairie de Bordeaux.

**Long terme.** L'intérêt d'éviter de coûteux voyages en avion ou en train est rapide à démontrer en termes de gains de temps et d'argent. En revanche, organiser une réunion par écran interposé, pour limiter des déplacements routiers de proximité, reste encore une démarche rare au sein des collectivités locales. Les arguments écologiques liés à l'agenda 21 seront justifiés au long terme, à condition de comptabiliser avec rigueur les trajets évités rapportés au nombre de réunions

organisées. «Ces équipements, ont un impact sur la politique de développement durable, mais ils entraînent surtout une réflexion plus

**Au-delà de quatre personnes, l'un des participants à la visioconférence doit jouer le rôle d'animateur-modérateur.**

Danièle Buffière, responsable du territoire d'action sociale «Brest» au conseil général du Finistère

globale sur la gestion du travail à distance au sein de la collectivité locale» prévient, Alain Chagnaud, senior manager du cabinet Ineum. Si les offres du marché ne sont guère plus compliquées à prendre en main qu'une télévision et sa télécommande pour la visioconférence

ou simplement activées en quelques clics pour les logiciels de web-conférence installés sur les micro-ordinateurs de bureau, ce mode de communication demande cependant un temps d'adaptation. «L'écran implique une forme très policée dans les échanges, il faut attendre que la personne ait fini de parler avant de l'interpeller», remarque Danièle Buffière, responsable du territoire d'action sociale «Brest» au conseil général du Finistère. Et d'ajouter «au-delà de quatre personnes, l'un des participants doit jouer le rôle d'animateur-modérateur». En amont, il est nécessaire de gérer les modalités de réservation de la salle, de désigner une personne référente et d'ouvrir un agenda partagé sur l'intranet.

**Coût abordable.** La baisse du prix des matériels et celle du coût des connexions (\*) rendent ces équipements plus abordables. A titre indicatif, les sites de Brest et de Pleyben ont coûté, début 2009, 24 000 euros TTC (services d'accompagnement inclus). La solution choisie à Bordeaux représente un budget total de 50 000 euros TTC, pour des fonctions de communication intramairie et externes par internet. Ces investissements pourraient trouver une nouvelle justification, en cas de pandémie de la grippe A. En effet, les possibilités de réunion ou de travail à distance sont mentionnées à la préfecture dans le cadre des moyens mis en œuvre pour assurer la continuité de l'activité de la collectivité.

**TÉMOIGNAGE** Renaud Lagrave, directeur de l'Agence landaise pour l'informatique (syndicat mixte), responsable du déploiement de Visiolandes

## «La visioconférence doit être la règle, le déplacement l'exception»

«Cette année, notre assemblée générale s'est tenue avec le quorum, dès la première date de convocation. Les membres des communes adhérentes avaient le choix de se rendre à Soustons ou à Mont-enx pour se connecter en simultané avec le siège de Mont-de-Marsan. Ces trois sites étaient les premiers du réseau Visiolandes, qui en comptera vingt-trois d'ici le début 2010. Les salles équipées sont installées au sein des ateliers multiservices informatiques du département. Le matériel choisi est simple d'utilisation et il s'adaptera aussi bien aux entretiens individuels de Pôle emploi qu'aux réunions simultanées des deux cent cinquante secrétaires de mairie ou aux conférences dispensées par l'université de Bordeaux aux étudiants landais. Nous avons consacré 400 000 euros à l'ensemble de ce dispositif qui a bénéficié de fonds européens, régionaux et départementaux.»



P. TOHIER / PHOTOMOBILE

(\*) Les tarifs pratiqués sur les connexions du protocole internet IP sont moins élevés que ceux de Numéris, principalement utilisés auparavant.